

BEN 34

- (k) Communication N° 305/MFEPP/DGM/SP/C du 20 mars 1984 portant sur la révision des textes réglementant la pêche et l'octroi de licence de pêches

(C) ~~B.J.E.T~~ : Révision des textes réglementant la pêche et octroi de licence de pêches.

/-} ~~REFERENCE~~ : Relevé n° 51/SGG/REL du 15/12/83.-

CAMARADE PRESIDENT,

Suite à ma communication n° 2545/83 examinée par le Conseil Exécutif National au cours de sa séance du 14 décembre 1983, il m'a été demandé de compléter le dossier par la situation de la production et de la consommation des produits halieutiques. Par ailleurs, le dossier fera ressortir les objectifs visés par la délivrance de licences de pêches à des privés béninois ou étrangers.

En exécution de ces instructions contenues dans le relevé n° 51/SGG/REL du 15-12-1983, j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

I BESOINS DE CONSOMMATION ET NIVEAU DE PRODUCTION DES PRODUITS HALIEUTIQUES.

Une étude socio-économique effectuée par la S E D E S (Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social) en 1962 et fondée sur les perspectives démographiques et l'amélioration des niveaux de vie des populations urbaines et rurales avait fixé les besoins en poisson à satisfaire à :

- 36.000 T en 1966 dont 4.000 T pour la pêche industrielle.
- 47.000 T en 1971 dont 14.000 T " " "
- 60.000 T en 1976 dont 24.000 T " " "
- 78.000 T en 1981 dont 38.000 T " " "

ce qui dégage une consommation moyenne de 25 kg de poisson par habitant et par an.

Par ailleurs, les récents résultats de recensement général de la population ont estimé la population du BENIN à 3.338.240 habitants ; sur cette base, la projection des besoins donne pour l'année 1984 environ 80.000 Tonnes dont 40.000 Tonnes pour la pêche industrielle.

Il importe néanmoins d'attirer l'attention du Conseil sur le caractère très théorique de cette étude.

En effet, l'étude date de plus de vingt ans et n'a pas tenu compte de certaines réalités qui sont :

- les relations économiques plus étroites avec notre grand voisin et les avantages que les provinces limitrophes trouvent à consommer les produits de pêche en provenance de ce pays.

- l'inexistence d'une chaîne de distribution des produits de pêche sur toute l'étendue du territoire, ce qui fait que le produit n'atteint pas toute la population béninoise ;

- de 1962 à 1984, le prix du Kilo de poisson a augmenté de 30 F à 500 F alors que le revenu des masses n'a pas augmenté dans les mêmes proportions au cours de la même période.

- enfin, la crise économique de ces dernières années était imprévisible.

Il s'ensuit qu'il faut apporter une correction à la baisse de cette estimation.

Compte tenu de ce qui précède, mon département estime qu'il serait plus réaliste de retenir le besoin annuel de 50.000 tonnes soit environ 15 kg par habitant et par an.

BEN 36

Or la production totale nationale à l'heure actuelle se situe autour de 23.519 tonnes dont 319 tonnes pour la pêche industrielle. Le déficit longtemps constaté a donc anémé le BENIN à recourir à des importations de plus en plus élevées de poisson congelé.

- 2.300 T	entre 1968 et 1970
- 3.800 T	" 1971 et 1972
- 4.771 T	en 1973
- 7.141 T	en 1974
- 8.875 T	en 1975
- 12.492 T	en 1976
- 6216 T	en 1977
- 7548 T	en 1978
- 7348 T	en 1979
- 7220 T	en 1980
- 6548 T	en 1981
- 7384 T	en 1982

Ces importations de poisson congelé nécessitent des dépenses importantes de devises que l'exploitation des bateaux de pêche (pratiquement inexistant) aurait permis de réduire.

Par ailleurs, l'effort de pêche industrielle indiquée dans le cadre d'un aménagement rationnel de nos eaux est de 4 000 CV de puissance moteur, ce qui permet d'escompter 10.500 tonnes de poisson de mer dont 400 tonnes de crevettes. L'assurance de cet apport est conditionnée par l'exploitation de 12 chalutiers de taille inférieure ou égale à 18 mètres. Au delà de cette taille, les études s'accordent à montrer que l'exploitation d'un chalutier n'est pas rentable sur nos côtes et le risque est grand de provoquer un amenuisement à terme des stocks disponibles avec des chalutiers plus grands.

Enfin la production des 10.500 tonnes provenant de la pêche industrielle incorporées aux 7.384 T de poisson congelé importé en 1982 permettra de ramener le déficit à environ 8.000 tonnes. Ceci prouve l'existence d'un déficit chronique en produits de pêche. Toutefois la nécessité de combler ce déficit impose nécessairement la mise en place d'une chaîne de froid sur l'étendue du territoire et l'implantation d'entrepôt frigorifique au moins dans chaque chef lieu de nos Provinces afin d'assurer sans risque la distribution du produit à toute la population.

II OBJECTIFS VISES PAR LA DELIVRANCE DE LICENCES A DES PRIVES BENINOIS.

La nécessité de mettre à la disposition des masses populaires des produits de pêche a toujours constitué une préoccupation majeure du gouvernement.

C'est dans ce cadre et pour combler le déficit en produits halieutiques que notre Etat Révolutionnaire avait décidé de la création de la SONAPECHE qui a malheureusement connu des difficultés dans le choix de son équipement de pêche et dans sa gestion. Notre espoir est actuellement dans la BELIPECHE qui rencontre elle aussi beaucoup de difficultés dans le démarrage de ses activités.

Cette dernière société qui attend toujours ces deux premiers chalutiers ne pourra pas dans l'immédiat procéder à d'autres acquisitions sans l'aide de l'Etat béninois et libyen. C'est dire que le démarrage des activités de la BELIPECHE par l'exploitation des deux (2) bateaux ne résoudra pas le problème de l'approvisionnement suffisant des masses populaires en produits halieutiques.

Par ailleurs, l'inactivité du port de pêche est quasi totale; depuis plusieurs années, on n'assiste plus aux grands débarquements de produits de pêche à la halle de marée en dehors des débarquements peu importants provenant de deux (2) petits chalutiers (PROPAM I et PROPAM II), utilisés à titre expérimental depuis seulement l'an dernier .

Les conséquences de cette situation sont de différents ordres :

* Le personnel chargé de la gestion de la halle de marée est sous-utilisé actuellement à la SONAPECHE.

* Les mareyeurs et mareyeuses qui s'approvisionnent en gros des produits de pêche à la halle ont accentué le phénomène du chômage déguisé.

BEN 38

* Le Port de pêche, faute d'activité fait enregistrer des pertes au Port Autonome chargé de sa gestion.

* La délivrance de licence de pêche n'ayant plus cours, le Budget National ne perçoit plus les recettes au titre des redevances payées par les armateurs.

* Le financement de l'extension du Port de pêche est subordonné à l'augmentation de la flotille béninoise, cela continue toujours d'être l'une des plus importantes conditions qu'a posée le FED pour assurer la réalisation d'une telle infrastructure.

Aussi, je me permets de rappeler à votre haute attention que mon département a enregistré plusieurs demandes pour l'octroi de licences de pêche aux bateaux affrétés par des armateurs béninois et étrangers :

A cet effet, je suggère que les privés dont les armements répondent aux normes soient invités à convoyer leurs bateaux au BENIN dans un délai de trois (3) mois au plus tard.

L'approbation de la présente communication fait appel à l'exécution de la suivante tâche :

MINISTERE DES FERMES D'ETAT, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

et

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS :

- Etudier en vue de la délivrance de licence de pêche (un) (1) an de durée, les dossiers des armateurs propriétaires de bateaux de pêche répondant aux normes prescrites et inviter ceux qui seraient retenus à convoyer leurs bateaux au BENIN dans un délai de trois (3) mois.

BEN 39

Tel est, Camarade Président, l'essentiel de la présente communication que je vous prie de bien vouloir soumettre à l'appréciation du Conseil Exécutif National.

Veillez agréer, Camarade Président de la République, l'expression déferente de mes sentiments Patriotiques et Révolutionnaires./.-